

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1920.

Proposition de loi relative au régime de l'alcool et à la création d'une société
concessionnaire de la fabrication de l'alcool.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La loi du 27 août 1919, votée par 66 voix contre 51 et 4 abstentions, n'a pas atteint le but que ses auteurs s'étaient proposé : combattre l'alcoolisme par la suppression de l'alcool. Il faut bien reconnaître que l'alcool se fabrique et se débite presque autant qu'avant la loi, mais clandestinement, sans aucune utilité pour l'État, offrant beaucoup plus de danger pour la santé publique, au détriment de l'égalité des citoyens belges devant la loi.

On continue à fabriquer clandestinement l'alcool dans toutes les villes, tous les villages, je dirai bien dans toutes les rues, et quel alcool ! De quoi est-il fabriqué ? Le régime actuel est un danger public, car l'alcool qu'on fabrique clandestinement est un vrai poison tout comme les boissons qu'on débite pour remplacer l'alcool, soi-disant porto, malaga, pinard, etc., boissons fortement alcoolisées qui rendent les malheureux buveurs et, hélas ! les buveuses, surexcités au suprême degré.

La police constate un accroissement de poivrots malgré la fermeture de plusieurs cafés et estaminets. Interrogez les autorités communales sur les faits qui se passent les jours de kermesse et vous serez édifiés et éclairés.

En supprimant les droits sur l'alcool, l'État a échoué dans sa lutte contre l'alcoolisme mais a renoncé volontairement à des ressources considérables qui lui viendraient bien à propos en ces jours de pénurie. Nos voisins français, loin de supprimer le droit sur l'alcool, l'ont augmenté notablement ; on y a porté, si je ne me trompe, à 1,000 francs pour l'hectolitre d'alcool pur le droit de consommation qui frappe l'alcool et les liquides assimilés. L'Angleterre a fait encore mieux, la taxe sur l'alcool a fait un bond de 22 shillings 6 par gallon d'alcool à 58° à 72 shillings 6, soit 50 shillings d'augmentation. Si le Gouvernement belge, au lieu de supprimer le droit d'alcool qui rapportait en 1913 plus de 82 millions, avait quadruplé, quintuplé le droit, que de millions il aurait perçus, et la population n'aurait pas protesté. On aurait vendu la goutte à 50 centimes au lieu de

H

10 centimes avant la guerre, mais l'alcool aurait été de bonne qualité et l'État aurait eu des centaines de millions en plus en caisse.

Le prix de la goutte ne retient pas ceux qui veulent « se la payer ».

Pourquoi négliger ici en Belgique cette ressource qu'on est heureux d'avoir à l'étranger.

La revision de la loi sur l'alcool est demandée non seulement par les débitants de boissons, mais aussi par plusieurs Conseils communaux, par des Conseils provinciaux; la loi actuelle n'est préjudiciable qu'aux débitants et elle ne combat pas l'alcoolisme; elle favorise certains commerçants au détriment d'autres et elle multiplie, je le répète, les distilleries clandestines.

Nous voulons combattre l'alcool autant et mieux que ceux qui ont proposé la loi de 1913. Tout le monde veut combattre énergiquement l'alcoolisme, mais pas de la manière proposée par la loi du 29 août 1919. L'alcoolisme doit être combattu dès le jeune âge, à l'école. C'est le corps enseignant qui peut le plus efficacement combattre l'alcoolisme; c'est la ligue antialcoolique par des conférences, des tracts, des images; c'est la presse qui doit quotidiennement consacrer tous ses efforts à la lutte. De là doit venir l'amélioration de nos populations.

L'État concède la fabrication de l'alcool à une société fermière; l'État réglemente, contrôle, limite la production de l'alcool de bouche et détermine les procédés de dénaturation qui doivent être employés pour l'alcool industriel. Le 31 octobre dernier, une grande manifestation nationale de 250,000 débitants a eu lieu à Bruxelles pour obtenir la revision du régime de l'alcool. Voici comment ils s'expriment :

« Sous prétexte de combattre l'alcoolisme, — principe sur lequel tous les honnêtes gens sont d'accord, — la loi du 29 août 1919 instituant le nouveau régime de l'alcool a commis la double iniquité d'exproprier sans indemnité les débitants, licitement établis, d'une notable partie de leurs ressources professionnelles et de mettre ces contribuables hors la loi.

En effet, seuls, parmi les citoyens belges, ils ne peuvent vendre des spiritueux ni même en détenir une quantité quelconque pour leur usage personnel.

Les débitants de boissons sont d'accord avec les législateurs quant à l'adoption de mesures destinées à combattre l'alcoolisme, mais ils demandent *l'abrogation immédiate de cette loi néfaste, le débit libre des boissons alcoolisées*, tout en réclamant un contrôle sérieux, méticuleux et sévère de la qualité des boissons. »

Ils réclament aussi une application sévère de la loi sur l'ivresse publique.

La proposition de loi que nous soumettons à votre examen, Messieurs, avec le ferme espoir qu'elle sera adoptée par le législateur, atteint ce but. Elle est la reproduction d'une proposition de loi déposée le 11 septembre 1919 par MM. Ooms, de Ponthière et de Kerchove d'Exaerde. La Section centrale chargée à cette époque d'examiner le projet de loi (loi du 29 mars 1919) par quatre voix contre trois a rejeté cette proposition. Nous la représentons à nouveau devant la Chambre en vue de combattre l'alcoolisme tout en respectant le droit de ceux qui réclament la liberté de débiter des boissons alcooliques.

J. MAENHAUT.

ANNEXE AU N° 24.

Proposition de loi relative au régime de l'alcool et à la création d'une société concessionnaire à la fabrication de l'alcool.

ARTICLE PREMIER.

La loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool est abolie.

ART. 2.

A partir de la date à déterminer par un arrêté royal, nul ne peut fabriquer ni rectifier de l'alcool sans une autorisation ou concession du Gouvernement.

Toutefois, l'importation de l'alcool fabriqué à l'étranger reste autorisée, moyennant paiement des droits d'entrée et accomplissement des formalités légales.

ART. 3.

Le Gouvernement est autorisé à concéder, pour un terme qui ne dépassera pas cinquante années, le droit exclusif de la fabrication et de la rectification de l'alcool à une société fermière constituée sur les bases reprises ci-après.

Tous les distillateurs en Belgique ayant exploité l'industrie de la distillation ou de la rectification en 1913-1914 auront le droit de faire partie de ladite société à la condition de fournir une déclaration d'adhésion dans le délai qui sera fixé par un arrêté royal et de s'en-

BIJLAGE VAN N° 24.

Wetsvoorstel tot regeling van het alcoholbedrijf en tot oprichting eener Maatschappij, waaraan concessie wordt verleend voor de alcoholbereiding.

EERSTE ARTIKEL.

De wet van 29 Augustus 1919 tot regeling van het alcoholbedrijf wordt ingetrokken.

ART. 2.

Vanaf den datum, bij Koninklijk besluit te bepalen, mag niemand alcohol bereiden noch rectificeeren zonder machtiging of concessie van Regeeringswege.

De invoer van in 't buitenland bereiden alcohol blijft echter toegelaten mits betaling van de invoerrechten en vervulling van de formaliteiten, door de wet opgelegd.

ART. 3.

De Regeering wordt gemachtigd, het uitsluitend recht tot bereiding en rectificering van alcohol in concessie te geven, voor een termijn van ten hoogste vijftig jaar, aan eene pachtende maatschappij, op de hierna vermelde grondslagen opgericht.

Al de stokers in België, die het bedrijf van het stoken of van het rectificeeren in 1913-1914 hebben uitgeoefend, zijn gerechtigd om van bedoelde maatschappij deel uit te maken, mits zij eene verklaring tot toetreding overleggen binnen den bij Koninklijk besluit

gager à fournir les apports prévus par l'article 13.

ART. 4.

Les distillateurs ou rectificateurs qui auront renoncé à faire usage du droit leur réservé par l'article précédent, seront expropriés par la société fermière.

Il en sera de même des distillateurs ne réunissant pas les conditions prévues pour être admis dans la dite société.

ART. 5.

Le droit de fabriquer ou de rectifier l'alcool appartient exclusivement à cette société fermière.

ART. 6.

Il est interdit aux particuliers de détenir des appareils pouvant servir à la fabrication ou à la rectification de l'alcool.

ART. 7.

La fabrication des liqueurs est soumise à des conditions spéciales réglées par arrêté royal; elle ne peut employer, à partir du jour où sera constituée la société fermière, prévue par l'article 2 ci-dessus, que l'alcool fabriqué par cette société.

ART. 8.

L'achat, la vente, l'exportation, la circulation et la détention de l'alcool

te bepalen termijn en zich verbinden de bij artikel 13 voorziene inbrengsten te doen.

ART. 4.

De stokers of rectificeerders, die er van afzien gebruik te maken van het recht dat hun door het vorig artikel wordt voorbehouden, worden door de pachtende maatschappij onteigend.

Hetzelfde geldt voor de stokers die niet voldoen aan de gestelde vereischen om als lid van gezegde maatschappij aangenomen te worden.

ART. 5.

Alleen die pachtende maatschappij is gerechtigd om alcohol te bereiden of te rectificeeren.

ART. 6.

Aan private personen is het verboden, toestellen voorhanden te hebben, welke voor de bereiding of de rectificering van alcohol kunnen dienen.

ART. 7.

De bereiding van likeuren wordt afhankelijk gemaakt van bijzondere vereischen, bij koninklijk besluit bepaald; vanaf den dag, waarop de pachtende maatschappij, bij bovenstaand artikel 2 voorzien, is opgericht, mag daartoe gebruik worden gemaakt alleen van den alcohol, door deze maatschappij bereid.

ART. 8.

Het aankopen, het verkoopen, het uitvoeren, het vervoeren en het voor-

fabriqué en contravention avec les dispositions qui précèdent sont interdites.

ART. 9.

Le droit de fabriquer la levure de panification ou les sous-produits de l'alcool appartient exclusivement à la dite société fermière.

L'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la circulation et la détention de ces matières sont permis aux particuliers.

ART. 10.

La société fermière prévue par l'article 1^{er} devra réunir les conditions suivantes :

1^o Les statuts seront arrêtés d'après les principes de la présente loi;

2^o Ils seront conformes, pour le surplus, aux prescriptions des lois sur les sociétés coordonnées par arrêté royal du 22 juillet 1913, en tant qu'il ne sera pas nécessaire d'y déroger à raison de la nature spéciale de la société;

3^o Ils seront approuvés par le Gouvernement auquel pleins pouvoirs sont donnés à cette fin.

ART. 11.

Toutes autres opérations que la fabrication et la rectification de l'alcool avec les sous-produits sont interdites à ladite société.

ART. 12.

La durée de la société sera égale à celle de la concession lui octroyée.

handen hebben van alcohol, in strijd met de vorige bepalingen bereid, zijn verboden.

ART. 9.

Bedoelde pachtende maatschappij is alleen gerechtigd om de broodgist of de bijproducten van den alcohol te vervaardigen.

Aan private personen is het toegelaten, deze stoffen aan te koopen, te verkoopen, in te voeren, uit te voeren, te vervoeren en voorhanden te hebben.

ART. 10.

De bij artikel 1 voorziene pachtende maatschappij moet aan de navolgende vereischten voldoen :

1^o De statuten moeten naar de beginselen dezer wet opgemaakt worden;

2^o Voor het overige moeten zij overeenstemmen met de voorschriften der wetten op de vennootschappen, samengeordend bij Koninklijk besluit van 22 Juli 1913, in zooverre daarvan niet dient te worden afgeweken wegens den bijzonderen aard der maatschappij;

3^o Zij moeten goedgekeurd worden door de Regeering, waaraan volmacht daartoe wordt gegeven.

ART. 11.

Alle andere verrichtingen dan de bereiding en de rectificeering van den alcohol en van de bijproducten zijn aan gezegde maatschappij verboden.

ART. 2.

De duur der maatschappij is dezelfde als die der haar verleende concessie.

La dissolution anticipée ne pourra être prononcée qu'en vertu d'une loi.

ART. 13.

Un Commissaire du Gouvernement surveillera toutes les opérations de la société. Son traitement est fixé par le Gouvernement, de concert avec l'administration de la société. Il sera supporté par elle.

ART. 14.

La société fermière sera constituée par l'apport libre de toutes charges :

1° Par les distillateurs et rectificateurs dont les usines seront maintenues en activité par la société, des terrains, constructions et matériel servant à l'exploitation de leurs distilleries, de leur valeur industrielle, de leurs marques et procédés de fabrication ;

2° Par les distillateurs et rectificateurs dont les usines ne seront pas maintenues en activité par la société, de leurs appareils distillatoires compris dans leur déclaration de possession, de leur valeur industrielle, de leurs marques et procédés de fabrication.

Il sera procédé souverainement à l'évaluation de cet apport par un collège de onze experts.

Chacune des cinq classes de distilleries existantes désignera un expert, à savoir :

1° Les distilleries avec production de levures ;

2° Les distilleries de grain, sans production de levure ;

3° Les distilleries de mélasse ;

De vervroegde ontbinding kan slechts krachtens eene wet uitgesproken worden.

ART. 13.

Een Regeeringscommissaris houdt toezicht op al de verrichtingen der maatschappij. Zijne jaarwedde wordt door de Regeering bepaald in verstandhouding met het beheer der maatschappij. Zij valt ten laste van deze.

ART. 14.

De pachtende maatschappij wordt tot stand gebracht door den inbreng, vrij van alle lasten :

1° Door de stokers en rectificeerders wier fabrieken door de maatschappij in werking worden gehouden, van de gronden, de gebouwen en het materieel, welke voor het bedrijf hunner stokerijen dienen, van hunne industriele waarde, van hunne fabrieksmerken en werkwijzen ;

2° Door de stokers en rectificeerders wier fabrieken door de maatschappij niet in werking worden gehouden, van hunne distilleertoessellen begrepen in hunne bezitsaangifte, van hunne industriele waarde, van hunne fabrieksmerken en werkwijzen.

De waarde van dien inbreng wordt door een college van elf deskundigen onherroepelijk geschat.

Elke van de vijf bestaande klassen van stokerijen wijst een deskundige aan, namelijk :

1° De stokerijen, die tevens gist vervaardigen ;

2° De graanstokerijen, die geen gist vervaardigen ;

3° De melassestokerijen ;

4^e Les distilleries agricoles ;

5^e Les rectificateurs non-producteurs d'alcool.

Cinq experts seront désignés par le Ministre des Finances.

Un expert qui assumera en outre les fonctions de président, sera désigné par le premier président de la Cour de cassation.

La valeur des apports sera déterminée en prenant en considération la valeur des bâtimens, du matériel industriel, la production de chaque usine pendant l'année 1915 et les sept premiers mois de 1914, en adoptant un multiplicateur spécial pour chacune des cinq classes de distilleries existantes, le bénéfice réalisé.

ART. 15.

Le capital social sera fixé à un montant égal à celui des apports prévus à l'article 13.

Il sera divisé en actions de capital de 500 francs chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont au porteur.

ART. 16.

Les actions de capital seront attribuées aux apporteurs indiqués à l'article 13 au prorata de la valeur de leurs apports.

Les titres ne leur seront délivrés que moyennant transfert régulier à la société des biens apportés, libres de toute charge.

Jusqu'à ce moment, ils resteront affectés à la-garantie de cette libération.

4^e De la-dbouwstokerijen :

5^e De rectificeers, die geen alcohol bereiden.

Vijf deskundigen worden door den Minister van Financiën aangewezen.

Een deskundige, die bovendien optreedt als voorzitter, wordt aangewezen door den eersten voorzitter van het Verbrekingshof.

Tot het bepalen van de waarde der inbrengsten worden in aanmerking genomen de waarde van de gebouwen en van het fabrieksmaterieel, de voortbrenging van elke fabriek gedurende het jaar 1915 en de eerste zeven maanden van 1914, met aanwending van een bijzonder vermenigvuldigingscijfer voor elk der vijf bestaande klassen van stokerijen. de gemaakte winst.

ART. 15.

Het kapitaal der maatschappij wordt vastgesteld op een bedrag gelijkstaande met dit van de bij artikel 13 voorziene inbrengsten.

Het wordt verdeeld in gansch volgestorte kapitaalaandeelen van 500 frank elk.

Deze aandelen zijn aandelen aan toonder.

ART. 16.

De kapitaalaandeelen worden aan de bij artikel 13 vermelde inbrengers toegerekend naar verhouding van de waarde hunner inbrengsten.

De titels worden hun alleen dan afgeleverd wanneer de ingebrachte goederen, vrij van alle lasten, aan de maatschappij regelmatig zijn overgedragen.

Tot op dit oogenblik dienen zij tot zekerheid dezer kwijting.

ART. 17.

Les bénéfices nets seront répartis comme suit : 5 % au moins au profit de la réserve légale.

Il sera prélevé ensuite la somme nécessaire pour permettre la distribution à chacune des actions de capital d'un dividende de 25 francs.

Sur le surplus, x % au profit du Conseil d'administration et du Collège des Commissaires.

Le solde sera réparti par la moitié entre les actions de capital et l'État, à moins que l'assemblée générale ne décide d'en affecter une partie à un fonds de prévision ou à des amortissements extraordinaires.

ART. 18.

La fabrication et le commerce des liqueurs sont interdits à la société concessionnaire.

Elle ne peut vendre ses alcools de bouche que par quantités de 100 litres au moins.

ART. 19.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations de la société et à cette fin d'exiger d'elle tous états et renseignements. Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qui, selon lui, sera contraire soit à la loi, soit aux statuts, soit aux intérêts de l'État.

Il peut, à toute époque, limiter la production de l'alcool de bouche et déterminer les procédés de dénaturation qui devront être employés pour l'alcool industriel.

ART. 17.

De zuivere winsten worden verdeeld als volgt : ten minste 5 t. h. ten behoeve van de wettelijke reserve.

Vervolgens wordt de vereischte som genomen om aan elk kapitaal-aandeel een dividend van 25 frank te kunnen uitkeeren.

Van het overblijvende, x t. h. ten behoeve van den Beheerraad en van het College van Commissarissen.

Het saldo wordt onder de kapitaal-aandeelen en den Staat gelijkelijk verdeeld, tenzij de algemeene vergadering beslist, een deel daarvan te besteden aan een voorzorgsfonds of aan buitengewone aflossingen.

ART. 18.

De bereiding van en de handel in likeuren zijn aan de concessiehoudende maatschappij verboden.

Zij mag haren drinkalcohol slechts bij hoeveelheden van ten minste 100 liter verkoopen.

ART. 19.

De Regeering heeft het recht, toezicht te houden op al de verrichtingen der maatschappij en daartoe van haar alle staten en inlichtingen te eischen. Zij kan zich verzetten tegen de uitvoering van elken maatregel, welke, volgens haar, in strijd is hetzij met de wet, hetzij met de statuten, hetzij met de belangen van den Staat.

Te allen tijde kan zij de voortbrenging van drinkalcohol beperken en bepalen welke denatureeringsmiddelen voor den nijverheidsalcohol moeten gebruikt worden.

ART. 20.

A l'expiration de la société, le produit net de la liquidation servira à rembourser au pair les actions de capital, le solde sera partagé moitié au profit des actions de capital, moitié au profit de l'État.

L'État ne devra aucune indemnité à la société concessionnaire pour la suppression de son industrie.

ART. 21.

La constitution de la société fermière pourra être constatée par acte sous seing privé. L'État est autorisé à exonérer la société des droits d'enregistrement, de mutation et de timbre. Il fixe les droits d'accise, de douane, les contributions, patentes, etc.

La société concessionnaire ne jouit d'aucune exception.

ART. 22.

Un arrêté royal fixera la date de mise à exécution de la présente loi.

ART. 20.

Wanneer de maatschappij ophoudt te bestaan, wordt de zuivere opbrengst der vereffening gebruikt tot terugbetaling al pari van de kapitaalaandeelen; het saldo wordt onder de kapitaalaandeelen en den Staat, elk voor de helft, verdeeld.

De Staat is aan de concessiehoudende maatschappij geene vergoeding hoegenaamd verschuldigd wegens de afschaffing van haar bedrijf.

ART. 21.

De oprichting van de pachtende maatschappij kan bij onderhandsche akte vastgesteld worden. De Staat wordt gemachtigd, de maatschappij vrij te stellen van de registratie-, overgangs-, en zegelrechten. Hij stelt de accijnsrechten, de tolrechten, de belastingen, het patentrecht, enz. vast.

Aan de concessiehoudende maatschappij wordt geen vrijstelling hoegenaamd verleend.

ART. 22.

De datum, waarop deze wet in werking treedt, wordt bij Koninklijk besluit vastgesteld.

MAENHAUT.

DOUTRELIGNE.

C. SIFFER.

DE BRUYCKER.

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

LIONEL PUSSEMIER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1920

Wetsvoorstel tot regeling van het alcoholbedrijf en tot oprichting eener Maatschappij, waaraan concessie wordt verleend voor de alcoholbereiding.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet van 27 Augustus 1919, aangenomen met 66 stemmen tegen 51 en 4 onthoudingen, heeft niet het doel bereikt, dat zijne indieners beoogden : het alcoholisme bestrijden door het afschaffen van den alcohol. Men moet erkennen dat de alcohol bijna evenveel wordt bereid en verkocht als vóór de wet, doch ter sluik, zonder eenig nut voor den Staat, met veel meer gevaar voor de volksgezondheid en met miskennis van de gelijkheid der Belgische ingezetenen voor de wet.

Men gaat voort met het ter sluik bereiden van alcohol in alle steden, in alle dorpen, ik zou haast zeggen in alle straten. En wat is het voor alcohol? Waaruit wordt hij bereid? De bestaande regeling is een openbaar gevaar, want de alcohol, dien men ter sluik bereidt, is een echt vergift, evenals de dranken die men verkoopt ter vervanging van den alcohol, de zoogenaamde porto, malaga, pinard, enz., alle zeer alcoholhoudende dranken, welke de rampzalige drinkers, en cilaas! drinkers, tot het uiterste prikkelen.

De politie wijst op den aangroei van het getal dronkaards ondanks het sluiten van menig koffiehuis en menige herberg. Men vrage aan de gemeenteverhuden wat er gebeurt op de kermisdagen, en men zal verstoeld staan voor de feiten.

Door de rechten op den alcohol af te schaffen, heeft de Staat schipbreuk geleden in zijn strijd tegen het alcoholisme; hij heeft echter vrijwillig afgezien van aanzienlijke inkomsten, welke hem, in deze dagen van nood, zoo goed zouden te stade komen. In plaats van de rechten op den alcohol af te schaffen, hebben onze Zuiderburen ze aanmerkelijk verhoogd; in Frankrijk heeft men, zoo ik mij niet

vergis, het verbruiksrecht op den alcohol en de daarmee gelijkgestelde dranken verhoogd tot 1,000 frank per heetoliter zuiveren alcohol. Engeland ging nog verder : de belasting op den alcohol sprong er van 22 shilling 6 d. per gallon alcohol van 58 graden, op 72 shilling 6 d., dus eene vermeerdering van 50 shilling. Had de Belgische Regeering, in plaats van het recht op den alcohol, dat in 1913 meer dan 82 millioen opbracht, af te schaffen, dit recht vervier- of vervijfdubbeld, hoe vele millioenen zou hij niet hebben kunnen innen ! Tevens zou de bevolking niet hebben geklaagd. Men zou het glaasje alcohol fr. 0.50 hebben betaald in plaats van fr. 0.10 zooals vroeger ; de alcohol zou echter goed geweest zijn en de Staat zou honderden millioenen meer in kas hebben gehad.

De prijs van het glaasje weerhoudt niet degenen die het zich willen gunnen.

Waarom hier in België die bron van inkomsten versmaden, welke men in het buitenland gelukkig is te bezitten ?

De herziening van de alcoholwet wordt gevraagd niet alleen door de drank-slijters, maar ook door verscheidene gemeenteraden en provinciale raden ; de tegenwoordige wet schaadt enkel de slijters en zij bestrijdt den alcohol niet ; zij bevoordeelt zekere handelaars ten nadeele van anderen en zij vermenigvuldigt, ik herhaal het, de geheime stokerijen.

Wij willen de alcoholplaag evenzeer en beter bestrijden als de indianers der wet van 1913. Iedereen wil dit doen, doch niet op de wijze voorgesteld door de wet van 29 Augustus 1919. Het alcoholisme moet bestreden worden vanaf de jeugd, in de school. Het onderwijzend personeel kan op de meest afdoende wijze het alcoholisme bestrijden ; zoo ook de drankbestrijdersbond door voordrachten, vlugschriften, platen ; ook de pers, die dagelijks den strijd daartegen moet voeren. Van die zijde moet de verbetering komen voor onze bevolking.

De Staat geeft de vervaardiging van den alcohol in concessie aan eene pachtende maatschappij ; de Staat stelt de regeling vast, houdt het toezicht, beperkt de voortbrenging van den drinkalcohol en bepaalt de wijze van denatureering welke moet aangewend worden voor den alcohol voor industriele doeleinden. Op 31 October II. werd te Brussel door 250.000 slijters eene groote nationale betooging gehouden ten einde de herziening der regeling van het alcoholbedrijf te bekomen.

Deze slijters drukken zich uit als volgt :

« Onder voorwendsel het alcoholisme te bestrijden - beginsel waarover alle eerlijke lieden het eens zijn — heeft de wet van 19 Augustus 1919 tot vaststelling van een nieuwe regeling van het alcoholbedrijf eene dubbele onrechtvaardigheid in het leven geroepen : de rechtmatig gevestigde slijters worden, zonder vergoeding, beroofd van een aanzienlijk gedeelte hunner bedrijfsinkomsten en deze belastingplichtigen worden buiten de wet gesteld. »

» Inderdaad, zij alleen, onder de Belgische burgers, mogen geene alcoholhoudende dranken verkoopen en zelfs daarvan geene hoeveelheid hoegenaamd voorhanden hebben voor hun persoonlijk gebruik. »

» Waar het de invoering geldt van maatregelen bestemd om het alcoholisme te bestrijden, zijn de drank-slijters het met de wetgevers eens, doch zij vragen de

onmiddellijke intrekking van deze noodlottige wet, den vrijen verkoop van de alcoholhoudende dranken, terwijl zij tevens een ernstig, nauwgezet en streng toezicht op de hoedanigheid der dranken eischen.

Insgelijks vragen zij eene strenge toepassing der wet op de openbare dronkenschap.

Mijne Heeren, het wetsvoorstel, dat wij u tot onderzoek voorleggen, met de vaste hoop, dat het door den wetgever zal worden aangenomen, bereikt dit doel. Het is de herhaling van een wetsvoorstel, dat, op 11 September 1919, door de heeren Ooms, de Ponthière en de Kerchove d'Exaerde werd ingediend. De Middenaafdeeling, welke toen belast was met het onderzoek van het wetsontwerp (wet van 29 Maart 1919), heeft dit voorstel met vier stemmen tegen drie verworpen. Opnieuw leggen wij het aan de Kamer voor, met het doel het alcoholisme te bestrijden en tevens het recht van hen, die de vrijheid van den verkoop van alcoholhoudende dranken vragen, te eerbiedigen.

MAENHAUT.

ANNEXE AU N° 24.**BIJLAGE VAN N° 24.**

Proposition de loi relative au régime de l'alcool et à la création d'une société concessionnaire à la fabrication de l'alcool.

Wetsvoorstel tot regeling van het alcoholbedrijf en tot oprichting eene Maatschappij, waaraan concessie wordt verleend voor de alcoholbereiding.

ARTICLE PREMIER.

La loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool est abolie.

EERSTE ARTIKEL.

De wet van 29 Augustus 1919 tot regeling van het alcoholbedrijf wordt ingetrokken.

ART. 2.

A partir de la date à déterminer par un arrêté royal, nul ne peut fabriquer ni rectifier de l'alcool sans une autorisation ou concession du Gouvernement.

Toutefois, l'importation de l'alcool fabriqué à l'étranger reste autorisée, moyennant paiement des droits d'entrée et accomplissement des formalités légales.

ART. 2.

Vanaf den datum, bij Koninklijk besluit te bepalen, mag niemand alcohol bereiden noch rectificeeren zonder machtiging of concessie van Regeeringsweg.

De invoer van in 't buitenland bereiden alcohol blijft echter toegelaten mits betaling van de invoerrechten en vervulling van de formaliteiten, door wet opgelegd.

ART. 3.

Le Gouvernement est autorisé à concéder, pour un terme qui ne dépassera pas cinquante années, le droit exclusif de la fabrication et de la rectification de l'alcool à une société fermière constituée sur les bases reprises ci-après.

Tous les distillateurs en Belgique ayant exploité l'industrie de la distillation ou de la rectification en 1913-1914 auront le droit de faire partie de ladite société à la condition de fournir une déclaration d'adhésion dans le délai qui sera fixé par un arrêté royal et de s'en-

ART. 3.

De Regeering wordt gemachtigd, hantsluitend recht tot bereiding en rectificering van alcohol in concessie geven, voor een termijn van ten hoogste vijftig jaar, aan eene pachtende maatschappij, op de hierna vermelde gronslagen opgericht.

Al de stokers in België, die het bedrijf van het stoken of van het rectificeeren in 1913-1914 hebben uitgeoefend, zijn gerechtigd om van bedoel maatschappij deel uit te maken, mits eene verklaring tot toetreding overleggen binnen den bij Koninklijk besb

gager à fournir les apports prévus par l'article 13. te bepalen termijn en zich verbinden de bij artikel 13 voorziene inbrengsten te doen.

ART. 4.

Les distillateurs ou rectificateurs qui auront renoncé à faire usage du droit leur réservé par l'article précédent, seront expropriés par la société fermière.

Il en sera de même des distillateurs ne réunissant pas les conditions prévues pour être admis dans la dite société.

ART. 4.

De stokers of rectificeerders, die er van afzien gebruik te maken van het recht dat hun door het vorig artikel wordt voorbehouden, worden door de pachtende maatschappij onteigend.

Hetzelfde geldt voor de stokers die niet voldoen aan de gestelde vereischten om als lid van gezegde maatschappij aangenomen te worden.

ART. 5.

Le droit de fabriquer ou de rectifier l'alcool appartient exclusivement à cette société fermière.

ART. 5.

Alleen die pachtende maatschappij is gerechtigd om alcohol te bereiden of te rectificeeren.

ART. 6.

Il est interdit aux particuliers de détenir des appareils pouvant servir à la fabrication ou à la rectification de l'alcool.

ART. 6.

Aan private personen is het verboden, toestellen voorhanden te hebben, welke voor de bereiding of de rectificeering van alcohol kunnen dienen.

ART. 7.

La fabrication des liqueurs est soumise à des conditions spéciales réglées par arrêté royal; elle ne peut employer, à partir du jour où sera constituée la société fermière, prévue par l'article 2 ci-dessus, que l'alcool fabriqué par cette société.

ART. 7.

De bereiding van likeuren wordt afhankelijk gemaakt van bijzondere vereischten, bij koninklijk besluit bepaald; vanaf den dag, waarop de pachtende maatschappij, bij bovenstaand artikel 2 voorzien, is opgericht, mag daartoe gebruik worden gemaakt alleen van den alcohol, door deze maatschappij bereid.

ART. 8.

L'achat, la vente, l'exportation, la circulation et la détention de l'alcool

ART. 8.

Het aankopen, het verkoopen, het uitvoeren, het vervoeren en het voor-

fabriqué en contravention avec les dispositions qui précèdent sont interdites.

ART. 9.

Le droit de fabriquer la levure de panification ou les sous-produits de l'alcool appartient exclusivement à la dite société fermière.

L'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la circulation et la détention de ces matières sont permis aux particuliers.

ART. 10.

La société fermière prévue par l'article 1^{er} devra réunir les conditions suivantes :

1° Les statuts seront arrêtés d'après les principes de la présente loi;

2° Ils seront conformes, pour le surplus, aux prescriptions des lois sur les sociétés coordonnées par arrêté royal du 22 juillet 1913, en tant qu'il ne sera pas nécessaire d'y déroger à raison de la nature spéciale de la société;

3° Ils seront approuvés par le Gouvernement auquel pleins pouvoirs sont donnés à cette fin.

ART. 11.

Toutes autres opérations que la fabrication et la rectification de l'alcool avec les sous-produits sont interdites à ladite société.

ART. 12.

La durée de la société sera égale à celle de la concession lui octroyée.

handen hebben van alcohol, in strijd met de vorige bepalingen bereid, zijn verboden.

ART. 9.

Bedoelde pachtende maatschappij is alleen gerechtigd om de broodgist of de bijproducten van den alcohol te vervaardigen.

Aan private personen is het toegelaten, deze stoffen aan te koopen, te verkoopen, in te voeren, uit te voeren, te vervoeren en voorhanden te hebben.

ART. 10.

De bij artikel 1 voorziene pachtende maatschappij moet aan de navolgende vereischten voldoen :

1° De statuten moeten naar de beginselen dezer wet opgemaakt worden;

2° Voor het overige moeten zij overeenstemmen met de voorschriften der wetten op de vennootschappen, samengeordend bij Koninklijk besluit van 22 Juli 1913, in zooverre daarvan niet dient te worden afgeweken wegens den bijzonderen aard der maatschappij;

3° Zij moeten goedgekeurd worden door de Regeering, waaraan volmacht daartoe wordt gegeven.

ART. 11.

Alle andere verrichtingen dan de bereiding en de rectificeering van den alcohol en van de bijproducten zijn aan gezegde maatschappij verboden.

ART. 12.

De duur der maatschappij is dezelfde als die der haar verleende concessie.

La dissolution anticipée ne pourra être prononcée qu'en vertu d'une loi.

ART. 13.

Un Commissaire du Gouvernement surveillera toutes les opérations de la société. Son traitement est fixé par le Gouvernement, de concert avec l'administration de la société. Il sera supporté par elle.

ART. 14.

La société fermière sera constituée par l'apport libre de toutes charges :

1° Par les distillateurs et rectificateurs dont les usines seront maintenues en activité par la société, des terrains, constructions et matériel servant à l'exploitation de leurs distilleries, de leur valeur industrielle, de leurs marques et procédés de fabrication;

2° Par les distillateurs et rectificateurs dont les usines ne seront pas maintenues en activité par la société, de leurs appareils distillatoires compris dans leur déclaration de possession, de leur valeur industrielle, de leurs marques et procédés de fabrication.

Il sera procédé souverainement à l'évaluation de cet apport par un collège de onze experts.

Chacune des cinq classes de distilleries existantes désignera un expert, à savoir :

1° Les distilleries avec production de levures;

2° Les distilleries de grain, sans production de levure;

3° Les distilleries de mélasse;

De vervroegde ontbinding kan slechts krachtens eene wet uitgesproken worden.

ART. 13.

Een Regeeringscommissaris houdt toezicht op al de verrichtingen der maatschappij. Zijne jaarwedde wordt door de Regeering bepaald in verstandhouding met het beheer der maatschappij. Zij valt ten laste van deze.

ART. 14.

De pachtende maatschappij wordt tot stand gebracht door den inbreng, vrij van alle lasten :

1° Door de stokers en rectificeerders wier fabrieken door de maatschappij in werking worden gehouden, van de gronden, de gebouwen en het materieel, welke voor het bedrijf hunner stokerijen dienen, van hunne industriele waarde, van hunne fabrieksmerken en werkwijzen;

2° Door de stokers en rectificeerders wier fabrieken door de maatschappij niet in werking worden gehouden, van hunne distilleertoessellen begrepen in hunne bezitsaangifte, van hunne industriele waarde, van hunne fabrieksmerken en werkwijzen.

De waarde van dien inbreng wordt door een college van elf deskundigen onherroepelijk geschat.

Elke van de vijf bestaande klassen van stokerijen wijst een deskundige aan, namelijk :

1° De stokerijen, die tevens gist vervaardigen;

2° De graanstokerijen, die geen gist vervaardigen;

3° De melassestokerijen;

4° Les distilleries agricoles ;
5° Les rectificateurs non-producteurs d'alcool.

Cinq experts seront désignés par le Ministre des Finances.

Un expert qui assumera en outre les fonctions de président, sera désigné par le premier président de la Cour de cassation.

La valeur des apports sera déterminée en prenant en considération la valeur des bâtiments, du matériel industriel, la production de chaque usine pendant l'année 1915 et les sept premiers mois de 1914, en adoptant un multiplicateur spécial pour chacune des cinq classes de distilleries existantes, le bénéfice réalisé.

ART. 15.

Le capital social sera fixé à un montant égal à celui des apports prévus à l'article 13.

Il sera divisé en actions de capital de 500 francs chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont au porteur.

ART. 16.

Les actions de capital seront attribuées aux apporteurs indiqués à l'article 13 au prorata de la valeur de leurs apports.

Les titres ne leur seront délivrés que moyennant transfert régulier à la société des biens apportés, libres de toute charge.

Jusqu'à ce moment, ils resteront affectés à la garantie de cette libération.

4° De landbouwstokerijen ;
5° De rectificeerders, die geen alcohol bereiden.

Vijf deskundigen worden door den Minister van Financiën aangewezen.

Een deskundige, die bovendien optreedt als voorzitter, wordt aangewezen door den eersten voorzitter van het Verbrekingshof.

Tot het bepalen van de waarde der inbrengsten worden in aanmerking genomen de waarde van de gebouwen en van het fabrieksmaterieel, de voortbrenging van elke fabriek gedurende het jaar 1915 en de eerste zeven maanden van 1914, met aanwending van een bijzonder vermenigvuldigingscijfer voor elk der vijf bestaande klassen van stokerijen. de gemaakte winst.

ART. 15.

Het kapitaal der maatschappij wordt vastgesteld op een bedrag gelijkstaande met dit van de bij artikel 13 voorziene inbrengsten.

Het wordt verdeeld in gansch volgestorte kapitaalaandeelen van 500 frank elk.

Deze aandelen zijn aandelen aan toonder.

ART. 16.

De kapitaalaandeelen worden aan de bij artikel 13 vermelde inbrengers toegerekend naar verhouding van de waarde hunner inbrengsten.

De titels worden hun alleen dan afgeleverd wanneer de ingebrachte goederen, vrij van alle lasten, aan de maatschappij regelmatig zijn overgedragen.

Tot op dit oogenblik dienen zij tot zekerheid dezer kwijting.

ART. 17.

Les bénéfices nets seront répartis comme suit : 5 % au moins au profit de la réserve légale.

Il sera prélevé ensuite la somme nécessaire pour permettre la distribution à chacune des actions de capital d'un dividende de 25 francs.

Sur le surplus, x % au profit du Conseil d'administration et du Collège des Commissaires.

Le solde sera réparti par la moitié entre les actions de capital et l'État, à moins que l'assemblée générale ne décide d'en affecter une partie à un fonds de prévision ou à des amortissements extraordinaires.

ART. 18.

La fabrication et le commerce des liqueurs sont interdits à la société concessionnaire.

Elle ne peut vendre ses alcools de bouche que par quantités de 100 litres au moins.

ART. 19.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations de la société et à cette fin d'exiger d'elle tous états et renseignements. Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qui, selon lui, sera contraire soit à la loi, soit aux statuts, soit aux intérêts de l'État.

Il peut, à toute époque, limiter la production de l'alcool de bouche et déterminer les procédés de dénaturation qui devront être employés pour l'alcool industriel.

ART. 17.

De zuivere winsten worden verdeeld als volgt : ten minste 5 t. h. ten behoeve van de wettelijke reserve.

Vervolgens wordt de vereischte som genomen om aan elk kapitaal-aandeel een dividend van 25 frank te kunnen uitkeeren.

Van het overblijvende, x t. h. ten behoeve van den Beheerraad en van het College van Commissarissen.

Het saldo wordt onder de kapitaal-aandeelen en den Staat gelijkelijk verdeeld, tenzij de algemeene vergadering beslist, een deel daarvan te besteden aan een voorzorgsfonds of aan buitengewone aflossingen.

ART. 18.

De bereiding van en de handel in likeuren zijn aan de concessiehoudende maatschappij verboden.

Zij mag haren drinkalcohol slechts bij hoeveelheden van ten minste 100 liter verkoopen.

ART. 19.

De Regeering heeft het recht, toezicht te houden op al de verrichtingen der maatschappij en daartoe van haar alle staten en inlichtingen te eischen. Zij kan zich verzetten tegen de uitvoering van elken maatregel, welke, volgens haar, in strijd is hetzij met de wet, hetzij met de statuten, hetzij met de belangen van den Staat.

Te allen tijde kan zij de voortbrenging van drinkalcohol beperken en bepalen welke denatureeringsmiddelen voor den nijverheidsalcohol moeten gebruikt worden.

ART. 20.

A l'expiration de la société, le produit net de la liquidation servira à rembourser au pair les actions de capital, le solde sera partagé moitié au profit des actions de capital, moitié au profit de l'État.

L'État ne devra aucune indemnité à la société concessionnaire pour la suppression de son industrie.

ART. 21.

La constitution de la société fermière pourra être constatée par acte sous seing privé. L'État est autorisé à exonérer la société des droits d'enregistrement, de mutation et de timbre. Il fixe les droits d'accise, de douane, les contributions, patentes, etc.

La société concessionnaire ne jouit d'aucune exception.

ART. 22.

Un arrêté royal fixera la date de mise à exécution de la présente loi.

ART. 20.

Wanneer de maatschappij ophoudt te bestaan, wordt de zuivere opbrengst der vereffening gebruikt tot terugbetaling al pari van de kapitaalaandeelen; het saldo wordt onder de kapitaalaandeelen en den Staat, elk voor de helft, verdeeld.

De Staat is aan de concessiehoudende maatschappij geene vergoeding hoegenaamd verschuldigd wegens de afschaffing van haar bedrijf.

ART. 21.

De oprichting van de pachtende maatschappij kan bij onderhandsche akte vastgesteld worden. De Staat wordt gemachtigd, de maatschappij vrij te stellen van de registratie-, overgangs-, en zegelrechten. Hij stelt de accijnsrechten, de tolrechten, de belastingen, het patentrecht, enz. vast.

Aan de concessiehoudende maatschappij wordt geen vrijstelling hoegenaamd verleend.

ART. 22.

De datum, waarop deze wet in werking treedt, wordt bij Koninklijk besluit vastgesteld.

MAENHAUT.

DOUTRELIGNE.

C. SIFFER.

DE BRUYCKER.

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

LIONEL PUSSEMIER.